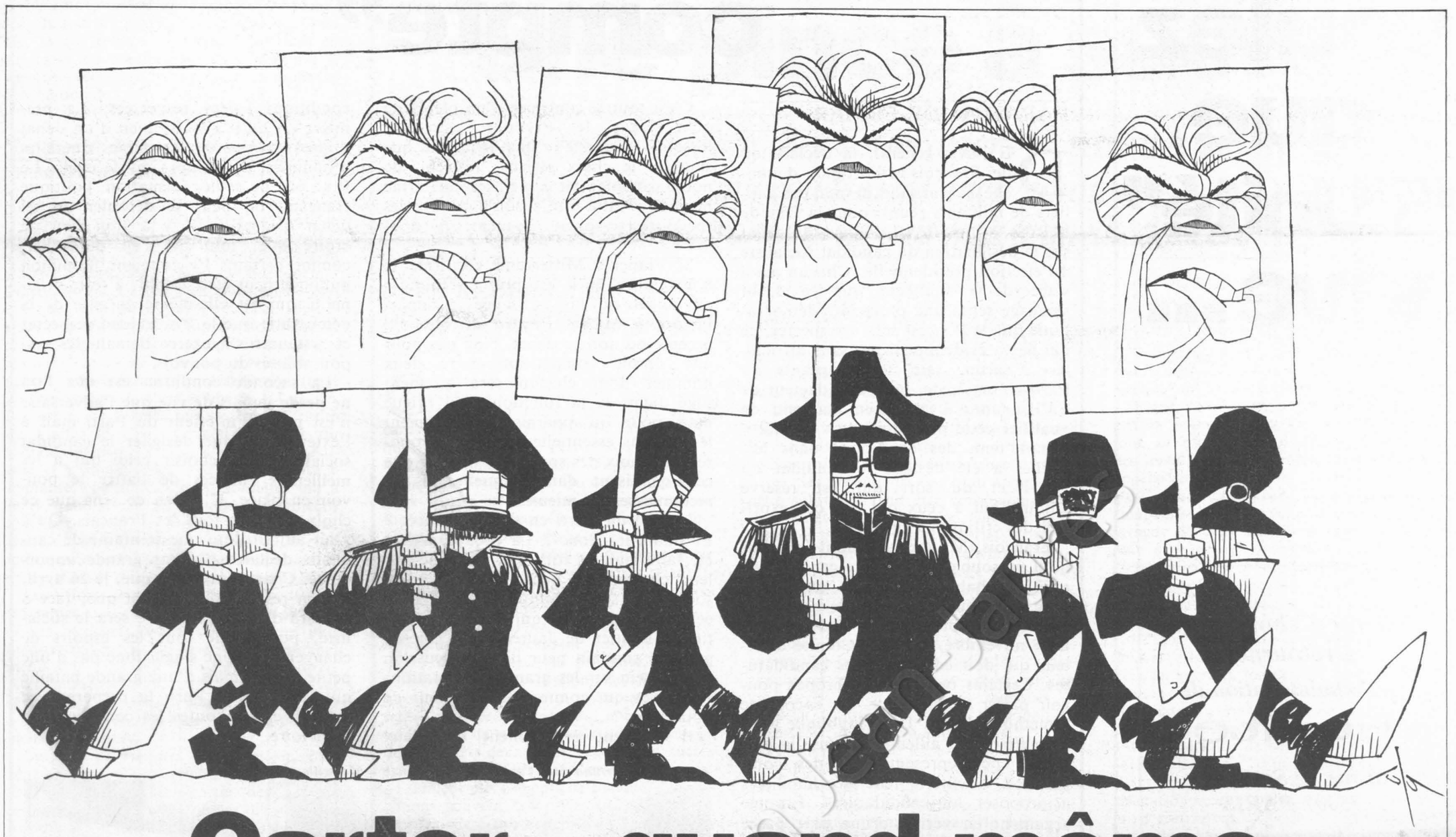
l'unité

M 2805 - N° 397 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 31 octobre 1980



Carter... quand même

Partout dans le monde et aux Etats-Unis, les ultras soutiennent Ronald Reagan. Cet appui à lui seul suffit à nous faire préférer Carter, malgré tout

Le troc du siècle

PAR GUY PERRIMOND

EN Iran cela s'appelle le « bâdj », un cadeau, une bonne manière faite pour prouver l'intérêt que l'on porte à une négociation. Et à Téhéran, nombreux sont ceux qui pensent que derrière la valse hésitation du parlement se cache un « bâdj » fait à Carter : la libération avant le 4 novembre de quelques-uns des otages américains. Prudents, les responsables iraniens semblent toutefois vouloir conserver pour après les élections américaines l'essentiel de leurs moyens de pression. Si Carter doit être réélu, il est de bonne guerre de faire un geste avant, tout en prévoyant l'avenir. Si Reagan est élu, il convient en revanche de ne pas avoir trop fait pour son challenger malheureux et de conserver une position de force c'est-à-dire une marge de négociation.

Mais l'émiettement du pouvoir est tel, en Iran, qu'il n'est pas sûr que le scénario le plus logique ne capote pas à cause de la réaction d'un quelconque mollah ou fonctionnaire. Il ne suffit pas aujourd'hui que les responsables iraniens veuillent sortir de leur splendide isolement pour qu'ils y parviennent !

Toutes les déclarations, les propositions faites au parlement iranien laissent penser qu'une libération est, en effet, possible. Tout au moins, avant que Khomeiny ne parle, les responsables des diverses tendances — à l'exception des Moudjahidines du peuple — affirment pouvoir obtenir un « prix » suffisant pour leurs prisonniers. En particulier, la condamnation de l'agression irakienne, et l'affirmation de l'intégrité territoriale de la République islamique par les Etats-Unis. Car la guerre avec l'Irak pèse lourd et a fait surgir d'autres menaces qui risquent d'avoir pour l'Iran des conséquences douloureuses. Depuis la fin du mois de septembre en effet, l'effort militaire irakien porte exclusivement sur la province du Khouzistan. Cette dernière est à la fois le réservoir pétrolier de l'Iran et la seule région peuplée pour l'essentiel d'Arabes sunnites. Il apparaît, au fil des jours, que le calcul des Irakiens vise à détacher, sans pour autant la rattacher à l'Irak, cette province, la baptisant « Arabistan » et lui faisant jouer le même rôle qu'un des émirats de la région.

Les conséquences pour l'Iran d'une telle issue au conflit actuel ne seraient pas seulement financières. Certes la République islamique y perdrait l'essentiel de ses ressources. Mais surtout un précédent aurait été créé : après les Arabes au sud pourquoi pas les Kurdes à l'ouest, les Afghans au nord, les Baloutches au sud-est ? La réussite de l'opération irakienne impliquerait, à terme, un redécoupage de l'Iran. On est loin de la simple guerre idéologique — entre laïcs et religieux — ou de la maîtrise de quelques kilomètres carrés de terrain.

Depuis le début des hostilités, Saddam Hussein, le numéro un irakien, en affirmant « le caractère arabe du Golfe » a d'ailleurs rappelé que les motifs de Bagdad ne sont pas nationaux au sens occidental du terme. L'Irak affirme que sa lutte prend en compte l'ensemble des intérêts des Etats arabes qui ne peuvent que redouter l'action d'un régime religieux qui n'est pas sans rappeler celui que souhaitaient les Frères musulmans.

Isolés sur le plan international, les Iraniens ont donc tout intérêt à voir leur frontières garanties par une déclaration officielle du président des Etats-Unis. Et de préférence par un président en exercice. C'est pour cela qu'il y a peu de chance, dit-on dans les chancelleries, pour que les otages soient tous libérés avant le 4 novembre. Il faut que Téhéran puisse négocier après, quel qu'ait été le résultat des élections.

De surcroît, les Iraniens savent qu'ils vont avoir besoin, à brève échéance, des avoirs « gelés » par Washington. La guerre, en effet, en arrêtant toutes les livraisons pétrolières, ne gène pas que les clients. Si certains d'entre eux, comme la France, peuvent espérer, en raison de leurs réserves, avoir le temps de trouver d'autres sources d'approvisionnement, d'autres, et ils sont nombreux dans le tiers monde — Madagascar par exemple — n'ont pas de ressources financières suffisantes pour acheter plus cher. Si pour l'Irak il est possible de ne pas exporter de pétrole durant plusieurs mois — tout en étant approvisionné — et en poursuivant son effort de guerre, il sera plus difficile pour l'Iran de tenir le même rythme. A moins

(suite en page 2)

Projet Peyrefitte: les dividendes de la peur
(page 3)

Immigrés : un état d'insécurité permanent
(page 4)

Ouganda: le génocide enrayé
(page 6)

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10 rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

éditorial

"Le plus grand compte"

PAR CLAUDE ESTIER

DE l'avis général, la déclaration de François Mitterrand, dimanche à Marseille devant des milliers de militants réunis pour la Fête de la Rose, a modifié les données du débat sur la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Chacun aussi s'accorde à souligner que ce débat s'engage selon une procédure démocratique que le P.s. est seul à respecter, ce qui ne va évidemment pas sans difficultés. Chacun, sauf les dirigeants du Parti communiste, mais le rédacteur de « l'Humanité » est bien malvenu de qualifier cette procédure de « pugilat » compte tenu des conditions dans lesquelles a été désigné le candidat du P.c.f. et du sort qui est réservé aujourd'hui à ceux qui ont osé exprimer des critiques à ce sujet.

François Mitterrand, dont on sait qu'il ne souhaitait pas être candidat en avril prochain, a donc dit qu'il tiendrait « le plus grand compte » des avis qui seront exprimés dans le Parti d'ici au 8 novembre, date du Comité directeur qui doit enregistrer les candidatures. Certains ont cru à ce propos pouvoir parler de plébiscite, ou encore de « méthodes de la IVe République » (!) en mettant par ailleurs en cause la prétendue non-représentativité des commissions exécutives fédérales habilitées à proposer les candidatures. Etrange argument en vérité, d'une part parce que ces commissions exécutives, élues pour deux ans sur la base de la répartition des voix sur les motions du congrès de Metz, sont aujourd'hui parfaitement dans le cadre de leur mandat, d'autre part parce que ce ne sont pas ces commissions exécutives qui feront le choix entre les candidats — elles ont seulement à proposer des candidatures — mais bien l'ensemble des adhérents du Parti votant dans leurs sections le moment venu, c'est-à-dire en janvier prochain.

C'est tout le contraire d'un plébiscite qu'envisage le Premier secrétaire lorsqu'il souhaite « que le débat que suppose le choix sérieux, réfléchi, de notre candidat ait lieu jusqu'au terme normal, c'est-à-dire jusqu'à ce que les socialistes se soient eux-mêmes prononcés ».

Si François Mitterrand confirme le 8 novembre qu'il est prêt à répondre aux appels qui lui sont lancés, il appartiendra à Michel Rocard de dire s'il accepte ou non ce débat. Non pas pour une simple compétition entre deux hommes dont chacun sera aisément jugé digne de la fonction qu'il brigue mais pour qu'apparaissent clairement les options essentielles qui sont proposées au choix des socialistes et pour que ceux-ci disent dans lesquelles ils se reconnaissent le mieux.

L'unité du Parti en serait menacée ? Et pourquoi donc ? La preuve a déjà été faite maintes fois que, quel que soit leur courant de pensée, les militants socialistes sont unanimes à défendre cette unité. Le parti qui se veut, à juste titre, l'héritier de Jaurès et de Guesde aurait-il soudain peur d'une discussion en son sein sur les grandes orientations politiques qui commandent l'avenir de notre pays ?

Il convient évidemment que deux conditions soient respectées. La première est qu'il s'agisse bien d'un débat d'idées et non de mesquines querelles d'hommes, de groupes ou de clans. Le P.s. est la seule formation politique française où peut se dérouler un tel débat d'idées et il y a tout lieu de croire que, loin de s'en détourner, comme certains l'y convient, l'opinion publique peut être sensible à cette originalité qui est elle-même garante de la démocratie que le P.s. entend respecter et restaurer s'il exerce demain les responsabilités du pouvoir.

La seconde condition est que l'on ne perde jamais de vue que l'adversaire n'est pas à l'intérieur du Parti mais à l'extérieur et que désigner le candidat socialiste c'est choisir celui qui a les meilleures chances de battre le pouvoir en place. C'est en ce sens que ce choix intéresse tous les Français. Qu'il y ait aujourd'hui une trentaine de candidats déclarés n'a pas grande importance. Chacun sait bien que, le 26 avril, il n'en restera que deux et que, face à Giscard d'Estaing, l'autre sera le socialiste, porteur de tous les espoirs de changement. Il ne s'agit donc pas d'une petite affaire mais d'une grande bataille qui vaut que le Parti la prépare avec soin en créant toutes les conditions de la victoire.

François Mitterrand dans l'avion qui l'emmenait à Marseille, dimanche dernier.



Sygma

(suite de la page 1)

que les avoirs « gelés » redeviennent disponibles.

Dernier argument en faveur d'un règlement : depuis le début des hostilités la « mobilisation » des Iraniens n'a plus besoin de prisonniers. La guerre suffit. Le sursaut nationaliste pour légitime qu'il soit a tout de même surpris les observateurs. Dès lors « l'utilité » des otages n'est plus évidente. On comprend qu'à Téhéran, enfin, on songe à s'en débarrasser.

D'autant que dans la région nombreux sont ceux qui restent persuadés que la guerre sera longue. L'Irak a de l'argent, des alliés, l'Iran une population plus nombreuse et une volonté collective plus forte. Si à Bagdad on espère conquérir le Khouzistan — le conserver sera plus délicat — et, ainsi faire imploser la République islamique, à Téhéran on pense que les difficultés de la guerre créeront des tensions entre la branche civile et militaire du parti au pouvoir à Bagdad. On retrouve là la guerre idéologique, entre laïcs et religieux et la volonté de chacun des belligérants de ne pas négocier. Ce qui explique, entre autres, la « prudence », certains disent le double jeu des grandes puissances. Car qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'U.r.s.s., il semble bien que les uns et les autres aient donné des gages aux deux parties. Et si la France joue, malgré elle peut-être, la carte irakienne, quelques questions méritent d'être posées. Les contrats — pétroliers, nucléaires, industriels — signés avec Bagdad et jusqu'à présent honorés, la vente d'armes aux alliés de l'Irak, tout laisse penser que Paris est aujourd'hui contraint de faire le gros dos et de ne pas abandonner la proie pour l'ombre. Pourtant tout autour du Golfe on raconte de drôles d'histoires sur le rôle des barbouzes français, leur présence à Téhéran, les actes puis le silence de Chapour Baktiar, l'aide qu'il a reçue puis qui lui a été retirée. Le gouvernement français en misant massivement sur des régimes « durs » pensait s'assurer des ressources pétrolières stables et des débouchés industriels. Ce fut un échec avec l'Iran du chah. C'est un demi-échec avec l'Irak de Saddam Hussein. Va-t-on continuer longtemps ces politiques à courtes vues faites de manipulations, d'hésitations et de faux pas ? ●

Golfech : le scénario de l'inacceptable

UNE assemblée régionale de plus a refusé un projet de centrale nucléaire sur son territoire : la majorité socialiste de Midi-Pyrénées a considéré que l'installation d'une centrale à Golfech est devenue « le scénario de l'inacceptable ».

A cela, deux raisons principales. D'abord : la nécessité d'un débat politique national sur le programme nucléaire. Car l'horizon 1990, en matière énergétique, est plus qu'incertain ; tant au niveau de l'offre — comment va évoluer la production de pétrole ? — qu'au niveau de la demande — un programme sévère d'économies d'énergie va-t-il être lancé ? Toute décision, dans ce contexte, « ne peut être que politique et nationale ».

Ensuite, malgré un rapport du professeur Neel — très favorable au projet E.d.f. selon l'habitude de ce physicien qui intervient depuis plusieurs années sur le même thème — les élus ont été semble-t-il plus convaincus par les conclusions de l'étude présentée par le G.s.i.e.n. (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) : trop d'incertitudes, tant sur le plan technique, économique, écologique que régional, planent sur l'énergie nucléaire. Le conseil régional, une fois de plus, a pu constater que l'information fournie par E.d.f. restait très insuffisante.

Ainsi, de conseils généraux en assemblées régionales, en passant par les municipalités concernées, E.d.f. n'aura cette fois pas trouvé un élu pour défendre l'implantation de Golfech. Ce qui n'a pas empêché Raymond Barre de donner le feu vert au projet mardi dernier !

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Projet Peyrefitte: les dividendes de la peur

Qui a intérêt à faire peur aux Français ? Soigneusement conditionnée, l'opinion reporte une angoisse liée aux problèmes économiques et sociaux sur la criminalité

PAR PAUL LEDUC

LE débat au Sénat sur le projet « Sécurité et liberté » va s'ouvrir la semaine prochaine. Bien qu'à l'issue du « forcing » mené à la session de printemps, par les députés socialistes — Raymond Forni en tête —, la portée réactionnaire de ce texte ait été atténuée au Palais-Bourbon, les grandes lignes en demeurent inchangées. Au point qu'Alain Peyrefitte, son père spirituel, n'a pas caché sa satisfaction d'avoir sauvegardé l'essentiel du projet.

Cet aveu du ministre de la Justice explique la position des sénateurs socialistes. Comme l'avaient fait leurs homologues de l'hémicycle, ils ont décidé d'opposer préalablement l'exception d'irrecevabilité de ce texte contraire à la Constitution sur plusieurs points. Une parade qui a toutefois bien peu de chances d'aboutir. Et, en raison de la procédure d'urgence voulue par Alain Peyrefitte, le débat au Sénat ne permettra pas davantage de consacrer à l'examen de chaque article et des nombreux amendements prévus tout le temps nécessaire.

A l'heure actuelle, le projet tel qu'il a été revu, corrigé et adopté par les députés continue de dresser contre lui la quasi-totalité des organisations progressistes. Outre les partis de gauche, la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, on trouve dans le front des adversaires de cette réforme du Code pénal les deux syndicats de magistrats (U.s.m. et S.m.), les principales organisations professionnelles d'avocats (S.a.f., U.j.a., C.s.a.) et de policiers (Fasp et S.n.a.p.c.), la Ligue des Droits de l'Homme « Droit et Démocratie », l'Union nationale des syndicats de journalistes... et bien d'autres encore. D'éminents juristes, des avocats brillants ont été aux premiers rangs de cette lutte. Non par corporatisme, comme l'affirment avec mépris les inspirateurs du projet, mais parce qu'ils sont les mieux placés pour en mesurer la portée. Et pour en redouter les dangers.

Quels objectifs poursuit la profonde réforme voulue par Peyrefitte ? Déplorant la mauvaise image de marque d'une Justice trop lente — à qui la faute — et considérée à tort comme laxiste, le ministre a décidé d'accroître la répression et d'accélérer le procédure. Le tout au nom de la sécurité des Français, thème devenu électoralement payant. L'heure a sonné de recueillir les fruits d'une longue campagne démagogique lancée voici six ans par Michel Poniatowski alors ministre de l'Intérieur. Soigneusement conditionnée, l'opinion reporte une angoisse en grande partie liée aux problèmes économiques et sociaux (chômage, inflation, atteintes au pouvoir d'achat) sur la seule augmentation de la criminalité. Pourtant, cette dernière est moins forte qu'on le dit. Le nombre des assassinats demeure sur le long terme d'une étonnante constance. Celui des prises d'otages a baissé depuis quelques années. Et, selon le Comité national de prévention de la violence, la criminalité progresse de moins de 5% par an depuis 1971 contre 11% en moyenne au cours des dix années précédentes. Il faut, certes, accueillir ce type de statistiques avec précaution. Mais pas au point de les passer sous silence, comme dans la presse aux ordres.

Craint-on de rassurer les Français ? A-t-on peur qu'ils ne détournent plus assez leur inquiétude et leur agressivité vers cette violence providentielle pour le régime ? Veut-on qu'ils paraphrasent Molière et la célèbre réplique : « Le poumon, vous dis-je ! », en substituant « la criminalité » au nom de cet organe ? La campagne sur la sécurité orchestrée par le gouvernement donnerait à le penser. Elle a pourtant déjà abouti dans une large mesure. On peut en mesurer les effets à la montée des actions dites de « légitime défense » comme à celle de la répression.

La loi permet de sanctionner ceux qui, faisant « justice » eux-mêmes, l'ont violée. Mais les crimes sont passibles des Assises, autrement dit d'une justice populaire. Et les jurés sont indulgents pour ceux qui, comme eux, cèdent à la peur. Témoin l'acquittement le 21 octobre par la cour d'assises de la Moselle, de Raymond Leroy. Ce patissier de quarante-deux ans avait abattu, le 24 août vers 23 heures, un gamin de treize ans qui s'enfuyait de sa cour. Aucun remords chez cet homme pour lequel l'avocat général réclamait un « solennel avertissement ». Les jurés l'ont purement et simplement acquitté. C'est inquiétant. Dans le même temps, ils ont prononcé deux condamnations à mort dans le Nord et Philippe Maurice à Paris est une confirmation macabre au proverbe : jamais deux sans trois. Un humour noir à la hauteur de celui d'Alain Peyrefitte qui, pour repousser une nouvelle fois le débat sur la peine de mort à l'Assemblée, avait déclaré voici cinq mois qu'aucune des affaires en cours n'était susceptible de déboucher sur la peine capitale.

Les retombées de la campagne sur l'insécurité sont aussi perceptibles dans les cours et tribunaux. Les sursis tombent, les condamnations deviennent plus lourdes, les remises de peine et libérations conditionnelles plus parcimonieuses, les permissions des détenus plus difficiles à obtenir. Les prisons se remplissent et atteignent la saturation : moins de 33 000 détenus en janvier 1977, plus de 38 500 aujourd'hui. « On n'a jamais été aussi sévères, observe un substitut du Pas-de-Calais. Le laxisme de la Justice était un mythe. C'est aujourd'hui une énorme contre-vérité. »

Dans ces conditions, le projet Peyrefitte n'apporte pas d'outils supplémentaires à la Justice. Les magistrats ont largement de quoi faire face à la situation. Et ils ne s'en privent pas. Quant à la lenteur, elle tient plus au manque de moyens et d'effectifs qu'à autre chose. Le souci d'indemniser les victimes et les quelques autres aspects positifs du projet Peyrefitte n'impliquaient pas un tel remodelage de la loi et de la procédure.

En réalité, le texte dont les sénateurs vont débattre a un objet bien précis. Il remet en cause la politique de prévention et de réinsertion poursuivie depuis la guerre. Que cette politique ait en partie échoué ne justifiait pas son abandon mais bien plutôt qu'on l'améliore. En donnant la priorité à la répression, Peyrefitte tente aussi de reprendre en main une justice sur laquelle l'exécutif veut encore accroître son contrôle. Son projet crée des infractions floues. Cela permettrait au procureur, explique le syndicat de la magistrature, « de poursuivre à peu près qui il veut et laisser au juge un éventail extrêmement large sur l'incrimination ». Le texte remet au passage en cause le droit de grève qui peut, dans le cas d'un barrage routier ou d'une grève de cheminots, devenir un délit passible de 3 mois à 2 ans de prison et d'une amende de 2 000 à 30 000 F. Le Pouvoir se donne aussi les moyens de choisir les magistrats qui lui conviennent. Avec ce projet, même amendé, la sécurité prend le pas sur les libertés. Il appartiendrait donc au Conseil constitutionnel de s'en saisir s'il venait à être voté en l'état par les sénateurs. ●



Les bonnes recettes du candidat Marchais

Doubler le tirage d'un livre, faire élire un maire de droite et éliminer trois responsables parisiens, ce sont les derniers coups de pub de l'équipe Marchais

PAR GUY PERRIMOND

LA campagne présidentielle de Georges Marchais commence bien ! L'équipe de spécialistes en communication et en images rassemblée autour du candidat communiste vient de faire la preuve de son imagination et de son efficacité. On le sait, il est difficile de retenir semaine après semaine l'attention de la presse et des lecteurs-électeurs. Il faut pour cela avoir des idées — ce qui n'est pas toujours facile —, les mettre à exécution, ce qui demande des moyens financiers et humains. Il faut à la fois attirer l'attention sur le candidat — élection oblige — en même temps que sur l'organisation pour ne pas tomber dans le culte. Il faut éviter les sujets abstraits — la Pologne et les réactions au sein du pacte de Varsovie — les sujets déjà traités ou trop lointains — l'Afghanistan par exemple. La réflexion ne fait pas de recette dans les médias. On le voit la tâche de tels spécialistes est difficile.

Bref, le brain-trust de Georges Marchais à court d'idées nouvelles, résolu à ne pas toucher aux questions brûlantes, a dû se rabattre sur l'histoire. C'est-à-dire mettre au goût du jour des recettes anciennes. Aussitôt dit, aussitôt fait : une fois de plus le P.c.f. a fait preuve de son efficacité. La semaine dernière le comité fédéral des Bouches-du-Rhône décidait d'exclure Jean Kehayan. Pour un livre « le Tabouret de Piotr » qui visiblement a peiné Georges Marchais et l'ensemble du comité fédéral. L'indignation des membres de ce dernier — qui ne semblent pourtant pas avoir lu le livre puisque la condamnation a été portée d'après ce qu'en disait une dépêche de l'A.f.p. — a été telle qu'ils ne se sont pas souvenus des déclarations antérieures de leurs dirigeants. Oublié les « nous n'excluerons personne », les « droits à l'erreur », ceux à la différence. C'est beau, l'indignation lorsqu'elle est unanime. Les éditions du Seuil seront les dernières à se plaindre : le second livre de Jean Kehayan se vendra bien.

Mais retrouver les chemins de l'exclusion ne suffit pas à créer l'événement : tout juste de l'émotion.

Il fallait quelque chose de public, qui permette le lundi quelques titres dans la presse. Le dimanche il y avait, à Vernon dans l'Eure l'élection d'un maire. Un socialiste (le P.s. compte douze conseillers, le P.c. trois, et la droite douze) pouvait être élu. Le rapport de force gauche-droite le permettait. C'était ne pas compter sur les publicitaires du parti ! Qui aurait titré sur une telle élection ? Personne. Du coup la Fédération communiste a décidé que les élus communistes voteraient pour eux-mêmes, s'abstiendraient ou voteraient pour la droite. Le résultat est connu : par treize voix contre douze et deux abstentions la droite a « gagné » une mairie.

Mais tout cela se passait en province ! Il fallait encore trouver quelque chose à Paris. Le brain-trust de Marchais a dû chercher longtemps : puis lundi une idée a jailli. Henri Fiszbin et deux de ses amis ont été exclus du Bureau fédéral. Résultats moyens. Deux colonnes dans « le Monde » en page 9. Le motif est banal : ces trois communistes ne s'estimaient pas personnellement engagés par la campagne présidentielle de leur secrétaire général...

Qui dira après cela que le recours aux spécialistes est une mauvaise chose ? En une semaine le P.c.f. a réussi à lancer un livre, à faire élire maire un homme de droite, et à impressionner ses élus au Conseil de Paris au point qu'ils n'ont plus le courage de venir, à l'ouverture de la séance, serrer la main d'Henri Fiszbin. Certes, on pourrait trouver d'autres explications à tout cela. Plus sérieuses, plus profondes. Mais si je le faisais, il y a de forte chance pour que je sois traité d'anticommuniste primaire. Et pourtant... ●

Cdt Jean-Jaurès Fondation

IMMIGRES

Un état d'insécurité permanent

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Toutes proportions gardées, le Pouvoir n'agit pas autrement en désignant les immigrés comme les fauteurs de troubles, les responsables du chômage

PAR EMMANUELE PLAS

LE 18 octobre, à Marseille, Haouri Ben Mohamed, 17 ans, Français d'origine marocaine, tombait sous les balles d'un C.r.s., au cours d'un banal contrôle d'identité. Cette mort à la une qui a rappelé que les travailleurs immigrés vivent dans une quotidienne insécurité.

Le M.r.a.p. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) qui avait déjà dénoncé « le racisme d'Etat » ne s'y est pas trompé ; immédiatement après le meurtre de Marseille il soulignait l'urgence d'éliminer des rangs de la police tous les éléments contaminés par le racisme : « Surtout, il faut en finir avec les calomnies, les accusations et les menaces contre la population immigrée, avec les persécutions quotidiennes qui favorisent chez certains exécutants (de la police) les manifestations de mépris, de haine et de violence raciste. »

Il y a quelques semaines, lors de la manifestation de protestation contre l'attentat au Mémorial du martyr juif inconnu, à Paris, de nombreux jeunes criaient « Juifs, Arabes, même combat ». Pourtant Lionel Stoléru a embouché la trompette du poujadisme : « Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France », a-t-il annoncé récemment. Cette déclaration du secrétaire d'Etat n'avait rien de nouveau (depuis 1974 déjà le gouvernement français a stoppé l'immigration) mais l'élection présidentielle approche et le cap des 1 million et demi de chômeurs a été officiellement franchi. « Si l'on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage », dit le proverbe. Le gouvernement, qui veut se débarrasser des travailleurs immigrés, encourage les Français à en faire des boucs émissaires. Puisque l'aide au retour, décidée en 1977, a été un échec, le gouvernement fait fonctionner la machine administrative : pour expulser. Ces mesures visent d'ailleurs presque uniquement la population extra-européenne en raison de la règle communautaire de la libre circulation des travailleurs des pays du Marché commun et de ceux en voie d'adhésion.

Dans la brochure « Les socialistes et l'immigration » que vient de publier le Parti socialiste, les auteurs, Jean Le Garrec, membre du bureau exécutif et Jean Perraudeau, secrétaire de la commission immigrés, donnent les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur : 5 330 expulsions pour 1977 (année des mesures Stoléru), 4 654 pour 1978 et 4 790 pour 1979. A ces expulsions visibles, signalent les auteurs de la brochure, s'ajoutent les expulsions invisibles, au moins aussi nombreuses : « Elles sont quotidiennes, sournoises, discrètes. La pratique administrative, sans aucune garantie juridique, permet à peu près tout, particulièrement lors du renouvellement des cartes de séjour. Beaucoup de travailleurs immigrés vivent dans une peur permanente de l'incident public, contrôle dans le métro, des documents qui manquent...

Le 4 octobre, Mody Konaté, un Malien de 29 ans qui travaillait au magasin du Printemps, à Paris, a été expulsé. Il faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion depuis le 4 octobre 1978 mais le 1er septembre dernier le tribunal avait ajourné cette décision jusqu'au 16 juin 1981. Cette affaire illustre bien le renforcement du pouvoir administratif sur le pouvoir judiciaire. Les jeunes, nés en France ou qui y vivent depuis la plus tendre enfance, sont les victimes désignées (pour un vol à la tire, pour une bagarre) de ces expulsions invisibles. On les chasse vers un pays d'origine qu'ils ne connaissent pas et dont bien souvent ils ne savent pas la langue. Alors que leur famille demeure en France.

Mais par ailleurs les autorités tolèrent des travailleurs clandestins. Ainsi dans le Loiret, comme le rapporte le dernier numéro des « Cahiers du Comité catholique contre la faim et pour le développement », il existe trois secteurs d'agriculture où l'on retrouve principalement les immigrés : les serristes, les maraîchers de plein champ et les bûcherons. Les maraîchers de plein champ (salade, poireau) dans la vallée de la Loire ont un gros besoin de main-d'œuvre pour des travaux le plus souvent pénibles, explique le Comité catholique. Depuis 1974, ils embauchent essentiellement des Turcs qui constituent en fait 70 % de la main-d'œuvre dans ce secteur de culture. Certains de ces travailleurs vivaient jusqu'au mois de mars dernier dans une clandestinité tolérée, leur force de travail étant plus qu'intéressante pour les employeurs. Certains étaient même inscrits à la Sécurité sociale... » Depuis, et dans la mouvance des travailleurs clandestins du Sentier, les ouvriers turcs du Loiret se battent avec l'appui d'une vingtaine d'organisations pour que leur situation soit régularisée.

En revanche Stoléru a déclaré aux mille cent trente travailleurs marocains des Houillères de Lorraine, qui s'étaient mis en grève pour obtenir le statut de mineur, que s'ils n'étaient pas contents ils n'avaient qu'à retourner chez eux. Alors que les patrons qui ont besoin de ces ouvriers s'empressent de leur renouveler une, deux, voire trois fois leur contrat. Mais les Marocains n'ont pas les mêmes avantages que les autres travailleurs des houillères. Du statut différent à celui de sous-homme, il n'y a qu'un pas.

Devant cette situation, au Parti socialiste on estime que s'il est juste de se mobiliser contre les attentats antisémites, ce n'est pas suffisant, il faut se mobiliser contre toutes les formes de racisme. Le 24 octobre, lors d'une conférence de presse organisée par le Parti socialiste à la veille d'une journée nationale « Immigration », Lionel Jospin alertait l'opinion : « Toute période de crise contient des risques de recrudescence du racisme et d'appel à des méthodes fortes ».

Mais y a-t-il une logique dans la politique gouvernementale à l'égard des immigrés ? Jean Le Garrec et Jean Perraudeau pensent que le Pouvoir ne souhaite probablement pas le départ en masse des immigrés. Ils estiment que le gouvernement veut éliminer les meneurs, dégraisser les statistiques en renvoyant les chômeurs et créer tout un ensemble de travailleurs à statut précaire. Ils concluent : « Le résultat global est de laisser se développer une situation malsaine en désignant les fauteurs de troubles : ceux qui créent le chômage. On retrouve pêle-mêle les immigrés qui viennent en France prendre notre travail, les femmes qui veulent travailler au lieu de faire des enfants, les jeunes qui ne veulent plus travailler. Insidieusement, le poison d'une idéologie réactionnaire, support éventuel à la montée d'une droite dure se répand et s'infiltre dans les esprits. Le projet de loi Peyrefitte en est une illustration récente. » ●



ETATS-UNIS

Carter... quand même

PAR GILBERT SANS

LE 4 novembre, au terme d'un barnum électoral inconnu en France, kermesse nationale de plusieurs mois, les Etats-Unis choisiront leur prochain président pour quatre ans. Le monde entier suit ces élections — où, soit dit en passant, moins de cinquante pour cent de la population va voter — avec attention, voire anxiété.

Les deux candidats principaux qui s'affrontent aujourd'hui ne sont pas les meilleurs que l'Amérique ait connus. Nous sommes en Amérique, le spectacle d'abord : un vieux cow-boy de série B s'oppose à un ancien marchand de cacahuètes. Nancy et Ronald contre Rosalynn et Jimmy. Ici, les femmes des présidentiables concurrencent les pots de fleurs décoratifs sur les écrans et les estrades de la campagne.

Recalé d'Hollywood

On remarque d'entrée que le couple Reagan présente au public une image plus primitive et simpliste que celle du couple Carter. Déjà, dans la présentation des « modèles » s'esquissent les nuances. Les cinéphiles noteront que Nancy — enfin madame Reagan, une sacrée petite bonne femme — a été aussi une actrice ratée ; de l'avis de nombreux critiques, elle était encore plus mauvaise que son cabotin de mari.

Recalé d'Hollywood, comment expliquer la performance, la percée de Ronald Reagan dans le monde politique. Est-ce à dire qu'à Hollywood la concurrence était plus sévère (Gary Cooper, Errol Flyn, Lee Marvin) ? Tandis que sur la scène politique : Johnson, Ford, etc. hormis Kennedy : la médiocrité.

Le message politique élémentaire de Reagan passe bien chez les petits fermiers, les petits commerçants, les petits fonctionnaires et, sans doute, les petits industriels comme on dirait ici. Dans son vocabulaire même la rhétorique Reagan colporte quelques relents des années cinquante, de la guerre froide. La pensée Reagan plafonne au niveau du Reader's Digest. Un exemple pour faire peur : Reagan jugeait insuffisant le boycott des jeux Olympiques de Moscou. En réponse à l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge, il proposait le blocus complet de Cuba. Philosophie primaire de « l'œil pour œil, dent pour dent » qui fait froid dans le dos.

Un trouble-fête pourtant s'est introduit dans la course à la Maison-Blanche. Les semaines passant, on ne voit plus très bien pourquoi, ni pour qui, court Anderson. On estime d'ailleurs aujourd'hui, dans les milieux libéraux, que ce fut une erreur de mettre sur les rails cette candidature, seulement susceptible actuellement de faire chuter Carter.

Le président sortant revient de loin. Il s'est souvent cassé les dents — qu'il a éclatantes de blancheur sur les écrans de télé — en politique étrangère. Jusqu'à la triste aventure des hélicoptères rédempteurs dans le désert de Tabas. L'Américain moyen découvrait alors avec effroi que ses « boys » étaient « incapables » de renouveler ce que d'autres avaient réussi à Entebbé. On commençait à peine à oublier l'invasion manquée, en 1961, de la baie des Cochons.

Rien n'est plus dangereux qu'une superpuissance livrée aux sarcasmes du monde entier : le tigre blessé... Elle constitue alors potentiellement un péril international, un facteur de déséquilibre. Reagan n'est rien d'autre que l'expression de ce danger. Immense. Le peuple américian paye encore la facture du Vietnam et d'un expansionnisme militaro-économique sans frein. On s'habitue difficilement aux retours de bâton, encore moins aux défaites, quand depuis toujours une propagande hystérique et chauvine vous martèle qu'à Santiago comme à Saïgon les peuples à genoux implorent la venue du libérateur, blanc et américain.

Et Khomeiny vint. Le martyre de Carter commençait avec l'irruption de ce nouveau type de révolutionnaire « new look » plus à l'aise dans la psalmodie des sourates que

dans l'exploitation du Manifeste communiste. On allait voir ce qu'on allait voir. Chacun a vu. Personne n'en rigole encore. Sous les injures de l'imam, les foules nord-américaines frustrées évoluaient spontanément vers des positions extrémistes et irrationnelles. La peur est toujours mauvaise conseillère en un temps où le pétrole du Golfe devient une sorte de loup-garou moderne des masses occidentales.

Carter était au plus bas. Son sourire mécanique même se figeait en rictus. D'autant qu'il lui fallait d'abord livrer bataille (gagnée de justesse) au dernier des Kennedy, prétendant lui aussi à la charge suprême. La politique tient quelquefois du miracle. Pour la première fois la semaine passée, il rejoint et dépasse même légèrement Reagan dans les sondages.

Pour s'en sortir, reconquérir son peuple humilié, Carter devait trouver une issue, et la trouver en politique extérieure. Camp David — la paix des notables, entre chien et loup — ne faisait plus recette ni au Caire ni à Jérusalem. En Extrême-Orient comme en Amérique latine, la galerie des putschistes, tortionnaires et gorilles de tout acabit — pourtant patiemment éduqués par le Pentagone et la C.i.a. — étaient saisis d'une anarchique frénésie déstabilisatrice. Les dictatures du monde libre n'obéissaient plus au doigt et à l'œil. Restaient les otages. Le plus dur.

L'Amérique malade de ses otages

Après avoir dominé dramatiquement l'actualité mondiale, le problème des otages domine cette fin de campagne électorale aux Etats-Unis. Que les otages soient tous libérés avant le fatidique 4 novembre, rien n'est moins sûr ; bien que la presse occidentale — toujours bien ordonnée — en fasse ses actuels choux gras. Que des signes encourageants aillent en se multipliant, voilà, en revanche, qui est plus probable. Et presque suffisant pour Jimmy Carter. Les otages n'ont plus guère d'utilité aujourd'hui pour les mollahs. L'Iran est en guerre et le camp américain à l'intérieur de l'Iran est suffisamment affaibli. Le régime islamique ne saurait pour autant accepter l'humiliation d'une libération inconditionnelle. La revendication iranienne porte toujours — davantage que sur la fourniture d'armes — sur la restitution — légitime — de la fortune amassée et volée par le chah.

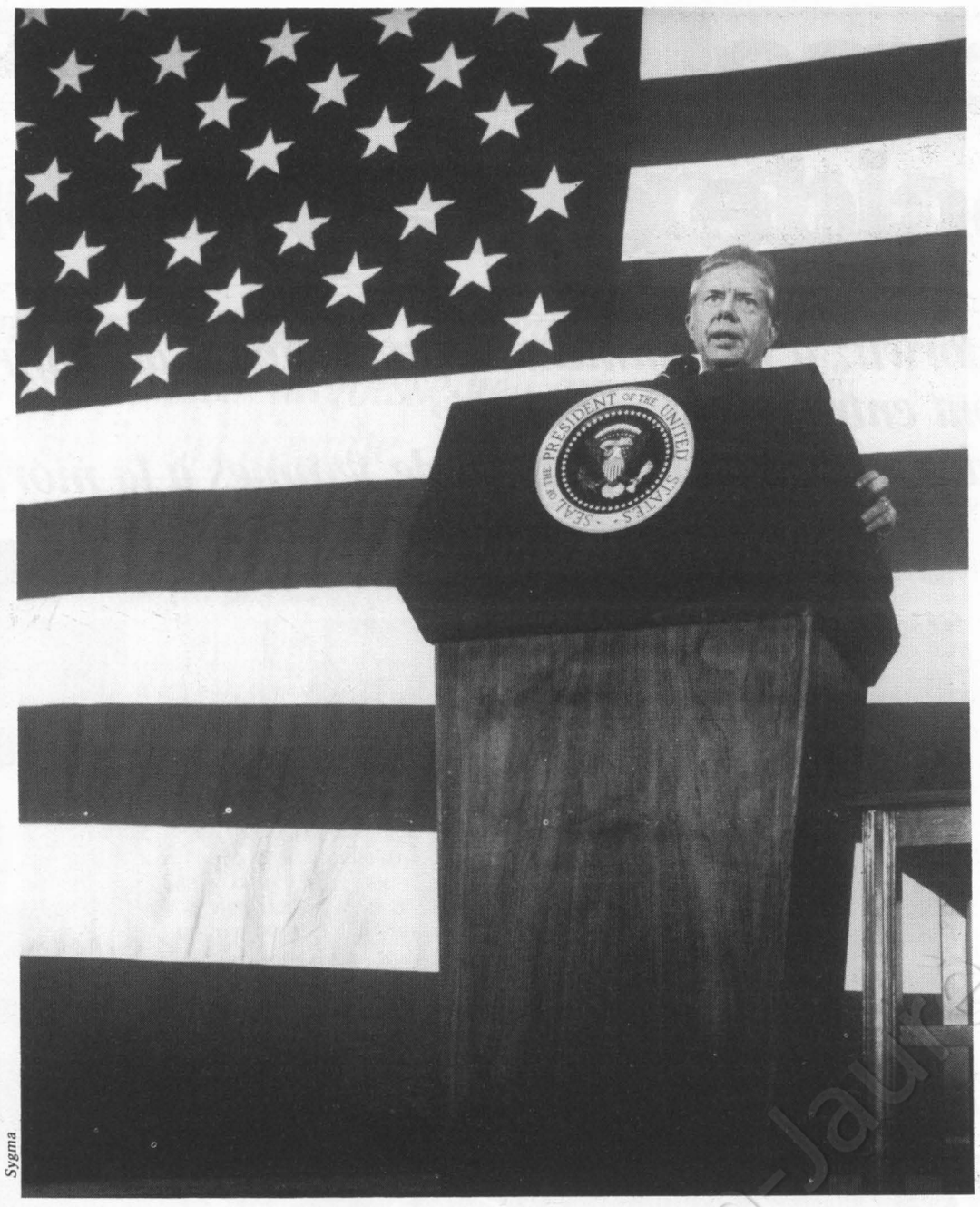
Qu'en pensent les placides et cyniques banquiers suisses qui, par ailleurs, gèrent un certain compte à numéro de Franck Sinatra, ami de la « Cosa Nostra » et ardent supporter de Reagan, et dont on voudrait bien connaître et le montant et la provenance ?

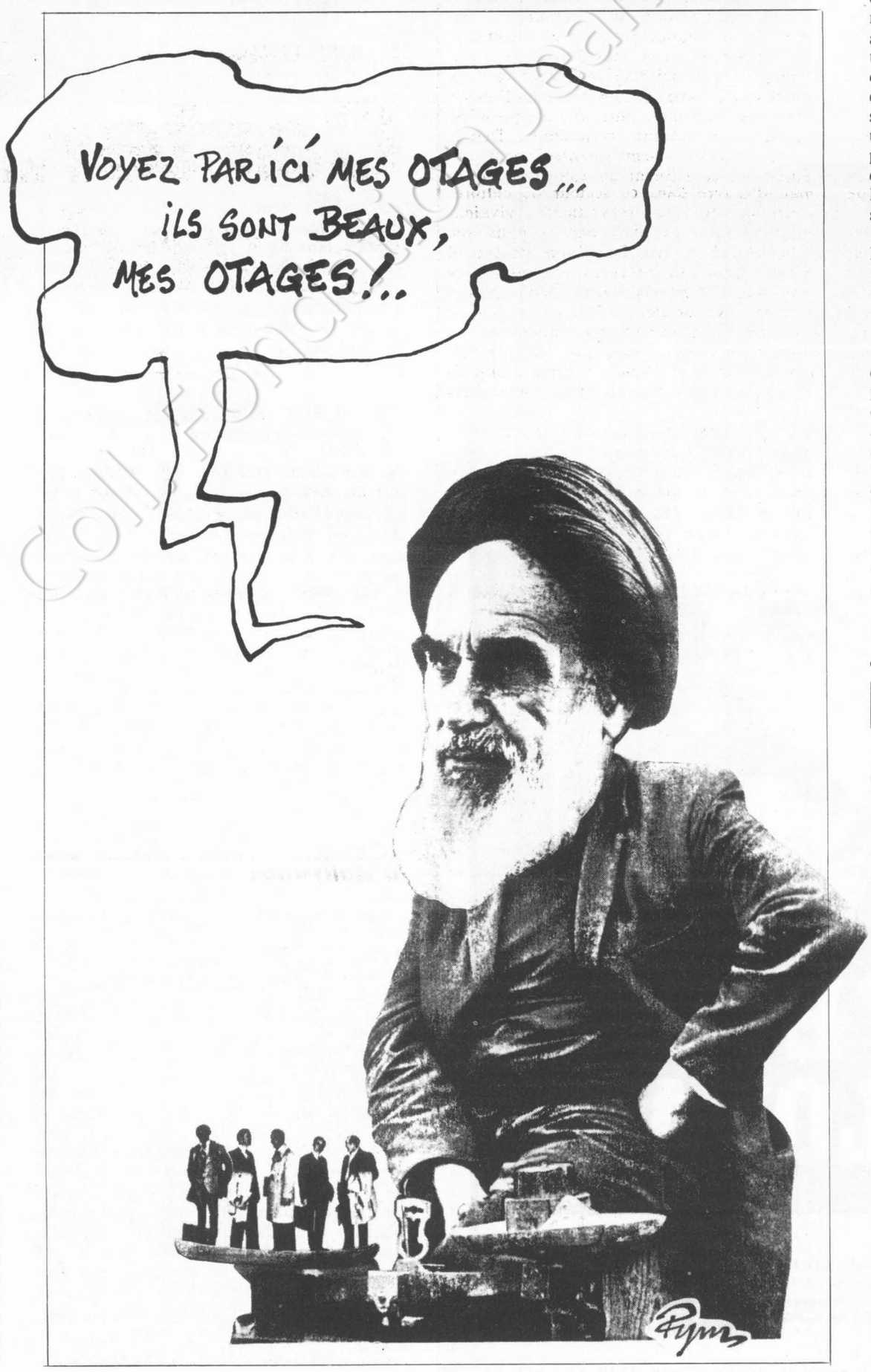
Arme de choix, l'attente de la « reddition » islamique fait partie de l'arsenal propagandiste de dernière heure du candidat Carter. D'autant qu'une libération générale et « hâtive » des otages ne favorise pas à tout coup le président Carter. Partout les ultras soutiennent Reagan. Comme la princesse Chapik, nièce du chah, qui dénonce l'existence d'un accord secret Khomeiny-Carter dont la seule fin serait de favoriser la réélection de ce dernier. A propagande, propagande et demi ! Tandis que Reagan sort un nouveau slogan : « Vous ne laisserez pas un Khomeiny élire notre président. » Malade de ses otages, l'Amérique peut compter davantage en une solution homéopathique que sur le recours au bistouri.

La course électorale ne doit pourtant pas nous dissimuler le véritable enjeu des Etats-Unis à la recherche d'une nouvelle forme d'hégémonie sur le monde. Certes, ce n'est pas l'Europe de l'Ouest — soumise sinon sage — qui s'y opposera. La crise internationale, l'aggravation de la tension, le recul des libertés et des droits de l'homme ne sont pas le fait unique de la puissance soviétique.

Certes, en Espagne, au Portugal, en Grèce, les Etats-Unis ont laissé les capitalismes concernés opérer leurs mutations, nécessaires à leur propre survie. Le bourgeois fasciste a enfilé ses beaux habits de bourgeois libéral. Mais ailleurs ? A Santiago, Buenos Aires, La Paz, en Amérique centrale ? Qui — outre Giscard d'Estaing — fournit des armes à Hassan II dans sa sale guerre contre la lutte légitime du peuple sarahoui ? Qui — outre Israël — aidait Somoza ? Sans parler du jeu des grandes sociétés transnationales qui entravent, partout dans le monde, le libre choix des peuples.

Schématique, l'esprit américain identifie couramment la défense des libertés et celle du monde occidental avec la défense de ses propres intérêts économiques dans le monde. Les deux impérialismes dominants — le russe et l'américain — s'épaulent en ce domaine, objectivement. Toujours victimes, les peuples sont, selon les cas, rejetés d'un côté ou de l'autre. Qu'en pensent aujourd'hui les Afghans et les Cambodgiens, les Chiliens et les Sud-Coréens ? Ainsi, affirmer que tout ce qui renforce l'Union soviétique affaiblit automatiquement le camp occidental — et vice versa — ne relève pas toujours d'une bonne dialectique. Que se cache-t-il donc derrière la nouvelle politique libérale d'intoxication américaine ?


Sygma



Carter revient de loin. Les Etats-Unis aussi. Fini le temps où quand Washington frissonnait le monde entier attrapait la grippe. Les symptômes demeurent mais les remèdes changent. L'Amérique des années soixante et soixante-dix, c'est aussi celle du Vietnam, des replis et des remises en cause. L'impérialisme se réadapte à une nouvelle donnée. Etudiants et Noirs, notamment, contestent l'héritage. (Aux « states » huit millions de Noirs « vivent » en dessous du seuil de pauvreté). Dans leur nouvelle panoplie stratégique, les Etats-Unis troquent le napalm contre des pétro-dollars. L'administration Carter hésitera en permanence sur les remèdes à la crise et à l'inflation, tandis que la montée des prix du pétrole favorise au moins autant les multinationales que les pays producteurs.

L'impérialisme, en fait, passe aux choses sérieuses. L'aide aux pays du tiers monde transite par la médiatisation obligée de structures dominées par les Etats-Unis (F.a.o., F.m.i., Banque mondiale, etc.). La politique expansionniste de l'impérialisme soviétique sert de repoussoir et favorise le resserrement des liens du camp occidental. Jamais l'Otan ne s'est si bien porté. Et s'il n'y avait que les chancelleries de l'Ouest, Carter aurait déjà largement remporté les élections.

Des accents communs à l'extrême droite

Bonnet blanc, blanc bonnet ? Reagan est le candidat de la vieille Amérique réactionnaire. Il s'est arrêté d'évoluer à la chute de Saïgon. Opposé aux négociations Salt II sur la limitation des armements stratégiques, il a le soutien du grand capitalisme nord-américain. La puissance économique aux Etats-Unis, l'establishment financier, a tendance en effet à jouer Reagan plutôt que Carter. Ne serait-ce que parce que traditionnellement un président entamant son second mandat — et donc non rééligible une troisième fois — est moins sensible aux pressions des « lobbies » qu'un président au début de son premier mandat. En relançant le débat sur le terrain extérieur, Carter s'offre le double avantage d'éclairer maintenant les zones d'ombre du programme Reagan et d'éloigner les critiques de ses propres résultats et options économiques et sociales. Cette tactique ne lui a pas trop mal réussi dans le débat télévisé de mardi, malgré la médiocrité générale de celui-ci.

Xénophobe, proposant de « restaurer les capacités de la C.i.a. » et de redonner au pays son « rôle de leadership dans la lutte contre le terrorisme international », hostile à l'avortement, Reagan présente des accents communs à l'extrême droite dans tous les pays. La mosaïque d'ethnies, de catégories et d'intérêts qui compose les Etats-Unis d'Amérique se laissera-t-elle aller à l'aventure ? Les Américains auront-ils assez de sagesse pour écarter celui qu'un caricaturisme définit comme le seul homme qui pense moins vite que son ombre ?

Il vaudrait mieux, pour eux, pour nous, pour tout le monde, que Reagan soit battu. ●

Radio-télé demain

AUTOUR de François-Régis Bastide, Nicole Questiaux, Serge Moatti, plus de 150 personnes parmi lesquelles un grand nombre de professionnels de l'audiovisuel, réalisateurs, techniciens, syndicalistes, ont débattu au cours du dernier week-end sur le thème « Radio-télé demain ». La réflexion a porté essentiellement sur les nouvelles technologies — télématique, satellites de télévision — et les enjeux qu'elles comportent tant au plan industriel et commercial que dans les domaines politique et culturel. Au stade actuel, une telle réflexion, nécessaire pour préciser les choix d'un grand parti comme le P.s., conduit sans doute à poser plus de questions qu'à fournir de réponses. Mais le colloque de Pavillons-sous-Bois a souligné s'il en était besoin qu'on ne pourra plus raisonner demain en matière d'audiovisuel comme on l'a fait jusqu'à présent. Ce qui rendait encore plus dérisoires et scandaleuses les opérations de police menées au même moment contre un certain nombre de radios locales coupables de rechercher à leur manière de nouvelles formes d'expression. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Ouganda: le génocide enrayé

Au Karamoja, Marc Horwitz a vu comment des médecins et des infirmières de toutes nationalités ont entrepris avec modestie et courage d'arracher des centaines d'enfants et de femmes à la mort

PAR MARC HORWITZ

TRISTE week-end à Kampala. Il pleut à verse. Endimanchés, des milliers d'Africains courent à l'église. Des haut-parleurs retransmettent la messe car même la « cathédrale » de Kampala est trop petite pour recevoir tous les fidèles.

Depuis vendredi midi, la vie s'est arrêtée. Sacré week-end. Les diplomates se sont réfugiés chez eux ; quelques-uns ont pu prendre l'avion et aller passer deux jours au Kenya. Les responsables des organisations des Nations unies « observent » la situation. Devant les cartes de l'Ouganda, autour d'un thé un peu vert et quelques biscuits-ration (six biscuits = 520 calories), ils font des plans pour la semaine qui vient.

Entebbe, petite ville balnéaire

Le télex est (en partie) coupé, le téléphone ne marche pas. On fait donc du porte-à-porte pour en savoir un peu plus.

Entebbe, petite ville balnéaire à 15 km de la capitale, est aujourd'hui complètement morte. Seule activité : l'aéroport international où l'on se rend sans jamais être sûr que l'avion attendu n'a pas été annulé. La route, pas trop mauvaise, est tout de même une véritable course d'obstacles. Un premier, puis un second barrage de police ougandaise en grand uniforme bleu, enfin un barrage « militaire ». Tout le monde descend. En tenue de combat, mitraillette de marque soviétique à l'épaule, de jeunes soldats tanzaniens fouillent le véhicule de fond en comble. Leur anglais est balbutiant et il est parfois difficile de les comprendre. Un soldat ougandais prend le relais, se contentant de traduire de swahili en anglais et inversement...



Sygma

Consultation dans un hôpital de fortune, en Ouganda.

Mercenaire ou bandit de grands chemins

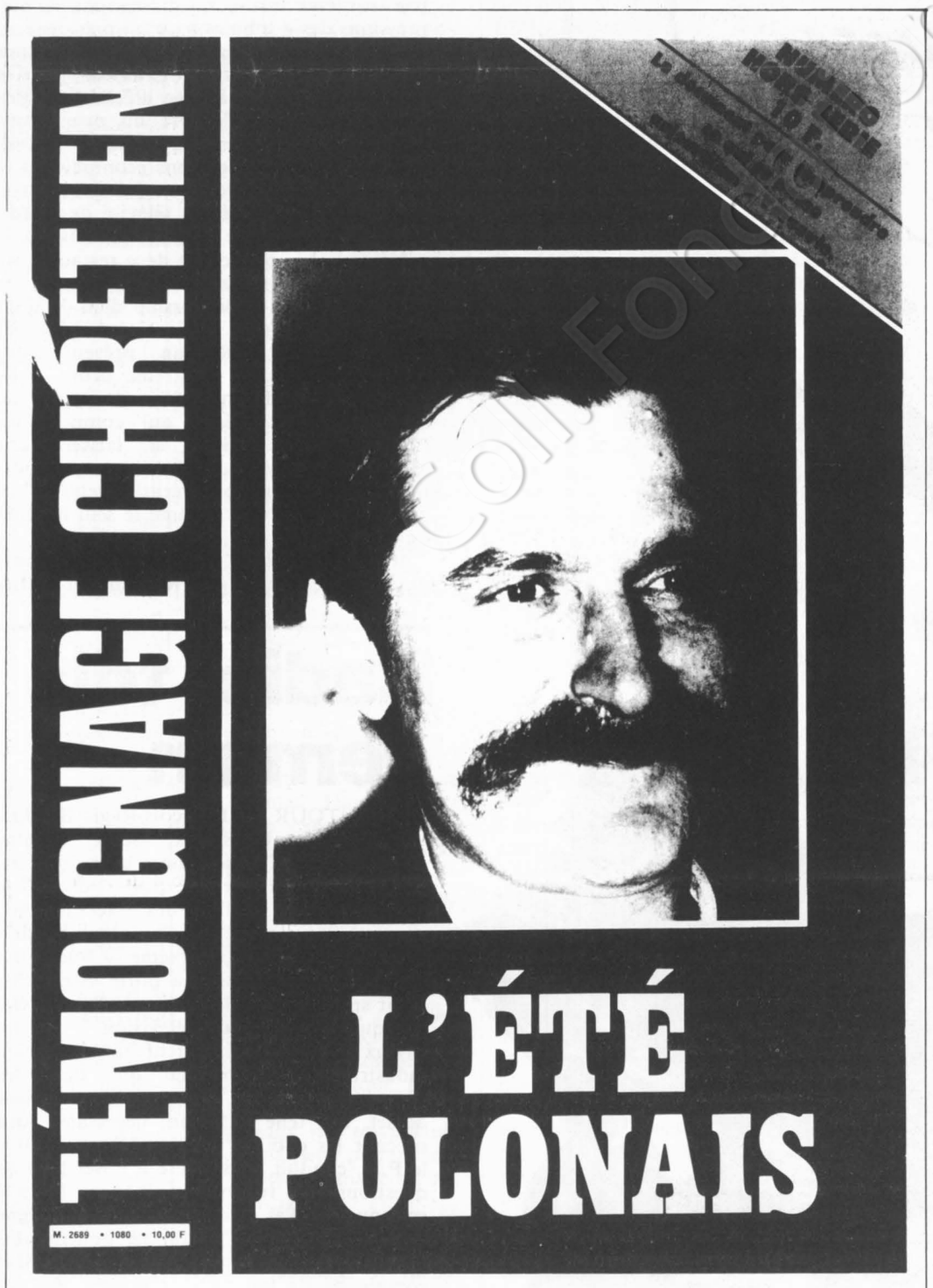
La nuit a été relativement calme. Quelques coups de feu ont éclaté vers six heures du matin. Personne ne s'en est ému. Pourtant, il y a un peu plus de nervosité dans les gestes et les paroles des responsables de la sécurité ougandaise ou ougando-tanzanienne. En rentrant d'Entebbe, à quelques kilomètres de Kampala, un convoi militaire nous double. Mitraillettes en batterie sur le toit des véhicules d'escorte, on ramène quelques « soldats » faits prisonniers : il y a quelques jours à la frontière du Soudan, au nord-est du pays. Ceux que l'on appelle sans doute un peu vite les « troupes » d'Amin sont en fait des hommes perdus à mi-chemin entre le mercenaire et le bandit de grands chemins.

Mis à nu par Idi Amin Dada, chassé du pouvoir il y a un an, l'Ouganda ne se remet pas de ces années passées sous le signe de la terreur. L'armée de libération (Uganda National Liberation Army) ne fait rien — ou n'a rien fait — pour cela. Les Tanzaniens qui la soutenaient, l'encadraient, la relayaient ont pillé ce qui restait des richesses ougandaises. Les libérateurs se sont faits « armée d'occupation » et ont perdu tout crédit dans le peuple. Certes, de mois en mois, les choses de ce côté-là rentrent dans l'ordre, mais si les relations d'Etat à Etat sont excellentes, les ressentiments des « Ougandais libérés » sont grands. « Sécurité ». Le mot revient sans cesse dans les conversations. L'homme fort du moment, Paulo Muwenga, président de la commission militaire, est allé en parler l'autre semaine en Ethiopie. Les « politiciens » ougandais qui sont en campagne (les élections doivent avoir lieu le 10 décembre prochain) ne manquent pas une occasion de rappeler qu'il faut avant tout que l'ordre règne et qu'une véritable paix s'installe (voir encadré ci-contre).

Pour tous ceux qui viennent en aide au peuple ougandais, c'est aussi une préoccupation majeure. C'est en ce sens que l'Unicef, le Pam (programme alimentaire mondial), les responsables du P.n.u.d. (programme des Nations unies pour le développement) étaient intervenus auprès de la France afin que nos hélicoptères protègent les convois qui montaient vers le nord-est, vers le Karamoja, à la frontière soudanaise. La réponse fut négative et les Français — prestige oblige — firent leurs petites affaires, sérieusement, avec brio et efficacité, mais sans véritables concertations avec les hommes de terrain. Ils sont repartis « mission accomplie », laissant derrière eux une certaine amertume et une situation sur le terrain qui ne cesse de se détériorer. « Mais que diable pouvait signifier un tel « coup de bluff », avec hôpital de campagne, appareil de radiographie perfectionné, militaires disciplinés et parfaitement compétents... en médecine militaire ou en médecine de catastrophe, mais sûrement pas en cette « autre » médecine si bien prise en charge par les équipes françaises de Médecins sans frontière et Médecins du monde ? » se demandait l'autre jour, de

ET PENDANT CE TEMPS-LA, LA CAMPAGNE ELECTORALE...

La campagne électorale des leaders des trois partis qui se disputent — démocratiquement — le pouvoir en Ouganda le 10 décembre prochain est très active. Dans tous les journaux deux grandes pages de publicité invitent tous les Ougandais à s'inscrire, du 6 au 23 octobre, sur les listes d'électeurs. Les Américains ont fait don d'un matériel important qui devrait permettre de surveiller la régularité des votes et la publication des résultats. Chassé du pouvoir par Amin, le Dr Milton Oboté (Uganda People's Congress) jouit d'une certaine aura. Ses deux principaux adversaires seront Paul Ssemogerere (Democratic Party), pour qui les catholiques voteront sans doute en masse, et le leader de l'Uganda Patriotic Movement, Museveni. Quelques voix, sans signification, iront aussi vers le Conservative Party ; sécurité et inflation sont, invariablement, les deux grands chapitres des discours politiques dans un pays où, en définitive, on votera pour un homme et non pour un programme.



EN VENTE AUX EDITIONS TC
49, rue du Fbg Poissonnière 75009 PARIS : 10 F
Ne pas oublier de joindre le paiement à la commande
CCP 5023 99 S PARIS

retour d'une mission d'information sur le terrain, l'un des proches collaborateurs de Kurt Waldheim, le secrétaire général des Nations unies.

Nouveau directeur régional pour l'Afrique de l'Est, installé à Nairobi au Kenya, Karl-Erik Knutsson constatait, de son côté, que chaque jour des centaines de personnes continuaient à mourir de faim et que dans les mois qui viennent 50 % au moins des enfants de moins de cinq ans ne pourront pas être sauvés.

La route qui va de Kampala à Morato est, de jour du moins, sans problème. C'est par là que transite l'approvisionnement en vivres et en médicaments que continue à envoyer vers le Karamoja la communauté internationale.

La fierté de voir un enfant prendre du poids

Siroti, à quelques kilomètres au nord de Mbale, est devenu un vaste camp de réfugiés. Les gens fuient la famine, fuient la guerre, fuient les « raiders » qui opèrent plus au nord. Le spectacle nous est devenu presque habituel : surpopulation, épidémies, difficultés d'approvisionnement, misère. Une première équipe française est installée beaucoup plus haut à Namalu. La prison gouvernementale désaffectée (tous les prisonniers ont été « libérés » lors des offensives de l'Unla) sert de base. L'ordre de Malte, la Croix-Rouge, Médecins du monde ont créé un pool d'assistance médicale et paramédicale. L'armée française a implanté ici l'hôpital sans frontières qui a servi notamment en Thaïlande. Objectif majeur : sauver les femmes et les enfants. Dans un premier temps, la mortalité était impressionnante. Aujourd'hui le mal est en partie stoppé. Pour combien de temps ?

Les efforts déployés à Namalu sont considérables... mais c'est surtout à la volonté de ces médecins et de ces infirmières plus qu'aux ressources et aux approvisionnements que l'on doit les succès rencontrés. Avec modestie et courage ces hommes et ces femmes ont pris en charge des centaines d'enfants et de femmes tout simplement menacés de mort.

Les cas de typhus, marasmes et, plus généralement, de dénutrition sont innombrables. Une grande partie des enfants seront sauvés et sur les visages des gens qui travaillent — dans des conditions difficiles et en souhaitant garder l'anonymat — à Namalu, s'affiche, parfois, leur fierté de voir un enfant « prendre du poids en deux ou trois jours ». Tous hélas ! ne sont pas dans ce cas et seront enterrés dans le petit cimetière qui est à deux pas de l'hôpital-prison.

L'aide internationale s'est organisée peu à peu. Entre les équipes britanniques (Safe the Children Fund), irlandaises (Concern) et françaises les rapports n'ont pas toujours été faciles. Pas (ou peu) de coordination dans les « états-majors » de Kampala ou d'ailleurs, programmes souvent incompatibles entre eux, difficulté en fait de communication ont eu diverses répercussions sur les équipes du terrain... Ces questions sont aujourd'hui dépassées. Tandis que les Irlandais continuent à « nourrir » les populations, les médecins français largement suppléés par les infirmiers et les infirmières ont lancé un véritable plan de sauvetage du Karamoja. Autour de Namalu, ils se sont efforcés de motiver les villageois pour tout ce qui concerne l'hygiène et l'éducation sanitaire.

Assurer l'éducation sanitaire des villageois

Quatre districts ont été choisis pour mettre sur pied un système de soins de santé primaire. Dans chacun d'eux, on a élu une matrone (accoucheuse traditionnelle) et un secouriste (agent de santé villageois). Formés à l'hôpital, ils ont pour mission de faire le suivi sanitaire et médical des populations. Ils doivent aussi assurer l'éducation sanitaire des villageois en leur permettant de réaliser, par exemple, la construction de latrines ou en leur rappelant des règles aussi simples pour nous dans la vie quotidienne que celles qui consistent à prévenir les maladies parasitaires en se lavant régulièrement (les mains en particulier) ou en ne buvant pas n'importe quelle eau.

Ce programme à long terme qui rencontre déjà un certain succès, car les gens sont réellement motivés, nécessite cependant d'être pris en charge, pour en assurer la continuité, par les autorités locales. C'est loin d'être le cas (il n'y a en fait pas de gouvernement en Ouganda) et cela n'incite pas à l'optimisme. Des enfants mourront encore demain au Karamoja, mais peut-être aussi dans d'autres régions (nord - nord-ouest) où les conditions de vie deviennent chaque jour plus difficiles. ●

Pour ne pas creuser sa tombe avec une pince à sucre

Coincé entre le lobby des betteraviers et celui des laboratoires pharmaceutiques - qui voudraient bien continuer à se "sucrer" -, le consommateur français ne sait plus à quelle douceur se vouer

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

GARE au sucre ! Attention aux édulcorants ? A force de jeter l'anathème sur leurs concurrents, fabricants de sucre et laboratoires pharmaceutiques risquent bien de perturber grandement les consommateurs. On comprendrait à moins leur inquiétude. Qu'on en juge : les deux parties en présence échangent sur un ton aigre-doux arguments de plus ou moins bonne foi qui reviennent à expliquer que ces substances sont dangereuses pour notre santé. Le tout, à coups d'exposés scientifiques circonstanciés et difficilement compréhensibles. Qui croire ?

A la droite du ring, betteraviers et fabricants de sucre accusent les édulcorants d'être cancérigènes, de présenter pour le fœtus des risques d'anomalie. Et remarquent que saccharine et cyclamate ont été retirés du marché américain après interdiction. Selon de nombreuses études faites sur des rats et des souris, ces deux sucres synthétiques, administrés en doses élevées, ne seraient pas exempts de toxicité. Investigations souvent contestées qui aboutissent en tout cas à des conclusions diverses. Au moins apparaît-il que la saccharine pourrait rendre plus vulnérable au cancer. A quoi les fabricants répliquent que seules les impuretés parfois contenues dans le produit sont dangereuses... A tout hasard, l'Office mondial de la santé estime que la dose maximale admissible de saccharine est de 5 mg par jour et par kilo.

Malgré leur désir d'étendre leur marché, les fabricants d'édulcorants se heurtent à cette évidence : les édulcorants sont des médicaments, qui doivent être prescrits par exemple en cas de diabète mais ne doivent pas devenir des aliments. Pour contourner la difficulté, les laboratoires ne désespèrent pas de trouver un nouveau sucre de synthèse, au même goût que le sucre mais dépourvu de calories et de toxicité. Dernier né en date, l'Aspartam, commercialisé récemment en France sous le nom de Canderel. Ses promoteurs ont beau assurer que cette substance peut être consommée pendant longtemps sans risque, dans les boissons, les glaces ou les pâtisseries, certaines études constatent que les effets hormonogènes et surtout sa neurotoxicité ne sont pas niables, sauf en cas de faible posologie... Nous revoilà au même point !

A la gauche du ring, le sucre. Désormais classique, l'accusation de lien entre la consommation de sucre et les maladies cardio-vasculaires est fausse : elle repose sur un amalgame abusif entre ces maladies et l'obésité. Comme si l'abus du sucre pouvait se dissocier de tous les autres abus...

Pourtant, le sucre est un facteur primordial de l'obésité. En mangeant trop de sucres simples — dits aussi à absorption rapide — comme le saccharose, le fructose ou le glucose (contenus dans le sucre, les fruits, le miel) vous provoquez une hausse brutale du taux du sucre dans le sang, donc une sécrétion élevée d'insuline. Le choc en retour, l'hypoglycémie et ses manifestations telles que les crampes d'estomac et la sensation de faim, ne se fait pas attendre. Ce qui explique bien des fringales.

Enfin, le sucre alimente les bactéries qui attaquent dents et gencives et favorise donc les caries. Argument auquel ses défenseurs ont beau jeu de rétorquer que se brosser les dents après chaque repas suffit à écarter le mal.

Leur propagande est cependant difficile à suivre dans tous les domaines. Lorsque par exemple un médecin édite un livre sur les bienfaits d'un régime amaigrissant qui prescrit la prise de 25 g de glucose pur par jour en plus des 50 g autorisés au cours des repas ! Ou bien lorsque la publicité en appelle au nationalisme : « Casser le sucre, c'est casser la France ! » proclamait une campagne de 1979. Selon elle, craindre les ravages de cette nouvelle « drogue » revenait à « mettre en péril les revenus de 70 000 familles de producteurs », à porter un « autre mauvais coup contre notre agriculture, notre industrie et l'équilibre de notre commerce extérieur » !

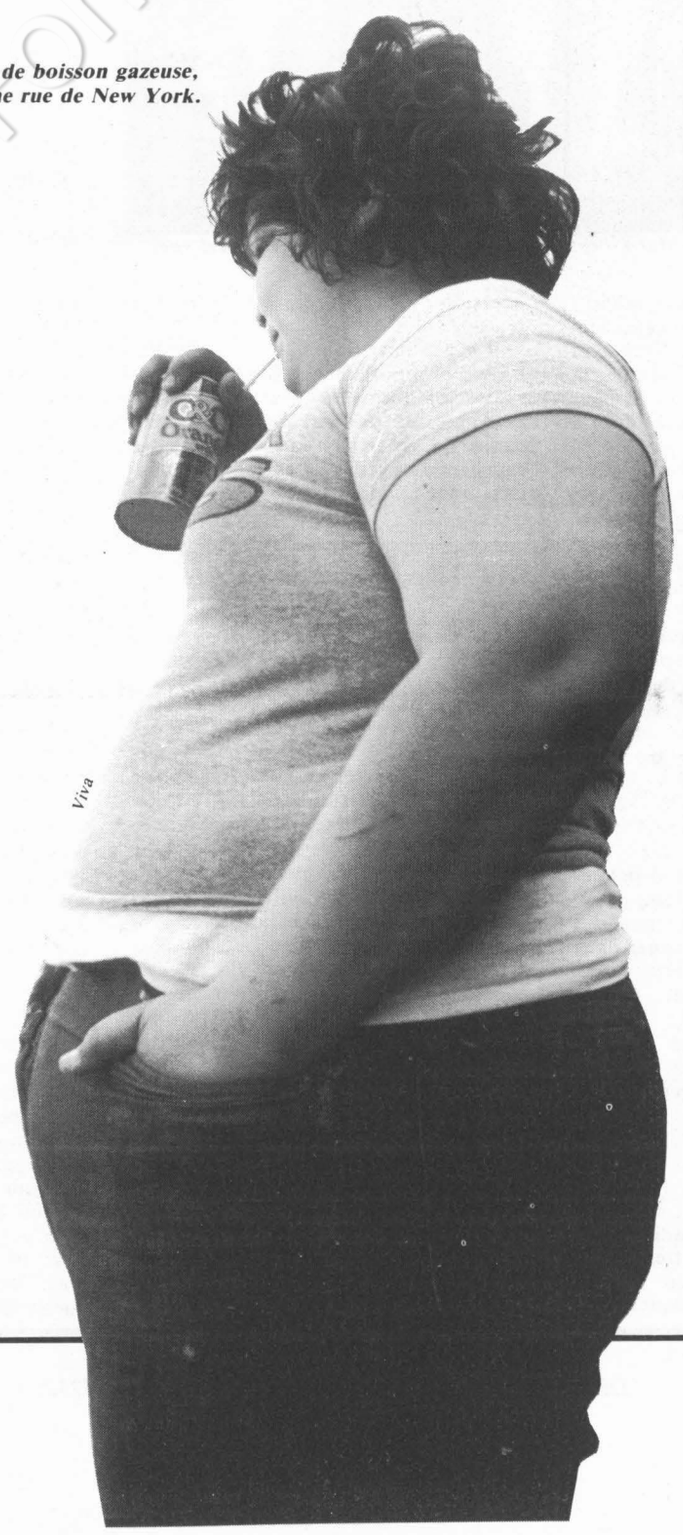
Il faut reconnaître que les Français ne sont en effet pas encore complètement drogués au sucre. L'inquiétante progression de sa consommation entre les années cinquante et soixante semble freinée aujourd'hui. Nous consommons selon les statistiques environ 36 kilos de sucre par an, sous des formes diverses. Ce qui représente 12,5 % de notre alimentation. Les Américains, qui en consomment 41 kilos par habitant et par an, y consacrent 24 % de leur ration calorique. Beaucoup trop, selon la commission Mac Govern qui, en 1977, a recommandé l'objectif de 10 à 15 % des calories apportées par les sucres.

En France, s'attaquer à la diététique supposerait d'abord limiter les graisses dans notre alimentation (44 % actuellement) et surtout réduire considérablement notre consommation d'alcool (le supplément « calories alcool » est en France de 13 %). Pas de quoi pavoiser non plus quant au sucre. Car si la consommation de sucre pur baisse depuis plusieurs années, ses utilisations industrielles indirectes ont plus que doublé en quinze ans. Ce sucre-là se tapit dans le saucisson, se camoufle dans le cassoulet ou le pain industriel. Mais surtout il investit sans scrupule les desserts lactés, yaourts, glaces et boissons non alcoolisées. Sa consommation par l'intermédiaire de ces produits a augmenté entre 750 et 220 % en quinze ans...

Cette évolution est d'autant plus inquiétante qu'elle touche de plein fouet la « clientèle » des plus jeunes. Dès les petits pots, les nourrissons sont accoutumés au sucre et à ses plaisirs. Viennent ensuite les friandises de toutes couleurs — la confiserie et la chocolaterie restent les premiers supports du sucre « caché » — et les boissons plus ou moins pétillantes. Des boissons qui apportent 60 à 150 g de sucre au litre ! Lorsqu'on sait que les enfants et les adolescents boivent en moyenne un à deux litres de liquide par jour, il y a de quoi s'alarmer.

En effet, nous avons besoin de 50 à 70 g de sucre par jour. Au-delà de 80 g, l'équilibre alimentaire n'est plus assuré. Si le sucre constitue la première source d'énergie du moteur humain, nécessaire au fonctionnement de ses organes et de ses muscles, son abus encombre le foie, et le sucre surnuméraire, transformé en graisses, se stocke dans les cellules.

Bien sûr, il n'est pas question de s'interdire drastiquement la dimension de plaisir et d'affectivité qu'apporte le goût sucré. N'est-il pas un des quatre goûts perçus par les papilles, les trois autres — salé, amer et acide — ne provoquant pas les mêmes joies... Brillat-Savarin, maître ès cuisine, écrivait : « On peut dire qu'il est le condiment universel et qu'il ne gâte rien. » A condition de ne pas en abuser, faut-il ajouter. Et plutôt que de sortir sa boîte d'édulcorants au moment du café après un repas gastronomique, mieux vaut s'en tenir aux règles de la diététique. Quitte à s'offrir de temps en temps une petite gâterie. ●



Un enfant, amateur de boisson gazeuse, dans une rue de New York.

Coll. Fondation

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

LE DISQUE TOURNE MAL

Rien ne va plus. Les ventes des disques français avaient commencé de chuter en 1978. En 1979, on frise la dégringolade : encore 10 % de ventes en moins par rapport à l'année précédente. La libération des prix n'a pas aidé à enrayer le phénomène. Les cassettes ne se portent pas mieux. Et le marché intérieur n'est pas le seul à être touché : en termes de commerce extérieur, les exportations diminuent tandis que les importations augmentent. Les droits d'auteurs ne rentrent plus à Paris : la France a payé en 1979 douze millions de francs de plus à des auteurs étrangers que ce qu'elle a reçu pour les auteurs français. « La Mer » et « les Feuilles mortes » font toujours un tabac, mais le reste ne se vend plus.

Pendant ce temps, la vague anglo-saxonne continue à nous submerger. Help !

PEUPLE FRANÇAIS

Depuis dix ans, une petite équipe indépendante avait réussi à maintenir contre vents et marées et à développer la revue d'histoire « le Peuple français ». Aujourd'hui, à cause de ses difficultés financières, l'expérience risque de tourner court. Il est pourtant encore possible de sauver cette publication. Soit en achetant pour 50 F la série complète des dix numéros de la revue ; soit en commandant contre 80 F les trois dossiers établis par l'équipe : « la Catastrophe de Courrières », « les Années munichoises » et « Luttes ouvrières du XVI^e^ au XX^e^ siècle ». Deux petits chèques pour la liberté d'expression et la recherche historique. A envoyer au « Peuple français », 32, rue Chartraine, 27000 Evreux.

L'ALGERIE AU FOND DES YEUX

Un jour, qui n'est pas si loin, il y aura vingt ans que l'Algérie est indépendante. Vingt ans dans un peu plus d'un an. Vingt ans après cent trente ans de colonialisme. Plus d'un siècle entre parenthèses. Sinistres parenthèses. Qui en parle ? De nombreux livres paraissent ces temps qui racontent, vue d'un camp ou de l'autre, « la guerre d'Algérie ». Mais, ce n'est que la fin du chemin, ce n'est que l'épilogue de la tragédie. Qui en parle de la conquête, de l'occupation, des étapes de la colonisation ? Qui parle de la longue et fière patience du peuple algérien ? Qui parle des décennies d'injustice et d'esclavagisme ? Qui parle des illusions, de la sincérité et du travail des petits colons ? Qui parle de la longue et difficile cohabitation des Arabes et des Pieds-Noirs ? Qui parle des larmes qui coulèrent avant le sang ?

Un jour, Camus s'est tu. Les fusils parlaient. On assassinait dans les djebels. On torturait, on cassait du « fellouze » au nom de la civilisation, au nom de l'honneur français. « Ils » parlaient d'honneur, mais « ils » semaient l'horreur. La lâcheté commandait, exécutait les ordres et les humains. « Gégène » après Hiroshima et Ravensbruck : où étaient les bourreaux les plus inhumains ? Comment en était-on arrivé là ? Un homme, un Pied-Noir, s'est efforcé de répondre à cette question : Jules Roy. Il a fouillé ses tripes, sa mémoire, celle des deux communautés et a accouché d'une fresque douloureuse : « les Chevaux du soleil ». Ceux qui ont lu cette série romanesque en sont ressortis différents, graves et douloureux, mais riches d'une volonté nouvelle : « plus jamais ça ! »

Combien ont lu les bouquins de Jules Roy ? Cette écriture de lucidité et de douleur ne méritait-elle pas un plus vaste public ? Après tout, c'était d'une page de notre Histoire qu'il s'agissait. Pourquoi l'arracher des manuels ? Pourquoi la cacher aux générations futures ? Il devenait urgent que les six volumes de Roy soient portés à la connaissance de tous. C'est chose faite : depuis le 22 octobre, chaque mercredi et chaque jeudi à 20 h 30, T.f.1 diffuse une adaptation des « Chevaux du soleil ». Un immense gâchis narré en douze épisodes. « Il va raconter aux Français comment ils ont conquis et perdu l'Algérie », dit Jules Roy. Enfin !

Fini le trou de mémoire systématique. Fini, le mensonge organisé, les Français peuvent, cette fois, regarder l'Algérie au fond des yeux. Cruel exercice devant le miroir... L'heure de vérité aurait-elle sonné ? Pas tout à fait, puisque le réalisateur du feuilleton, François Villiers, n'a pas jugé bon d'insérer dans son film les archives d'époque prévues par le découpage. Comme si on avait voulu laisser le doute : « Vous savez, ce n'est que de la fiction... » Une fiction qui a coûté des centaines de milliers de morts !

TROIS COUPS DE GRÂCE

Je faisais des cauchemars. Pas la nuit. Plutôt à mon réveil. Je les devais aux deux « beaux messieurs » qui sévissent sur les ondes du matin : Pierre Douglas de France-Inter et Stéphane Collaro d'Europe 1. Comment échapper à leur diarrhée verbale, à leur démagogie systématique, à leur vulgarité endémique ? Je me prenais à regretter le talent irritant d'un Gérard Sire, le parisianisme distingué d'un Pierre Bouteiller. Je tournais le bouton. Je virais sur « Musique ». Je fonçais sur « Culture ». Mais, je m'interrogeais : et ceux qui ne disposent pas des modulations de fréquence ? Ont-ils le choix ?

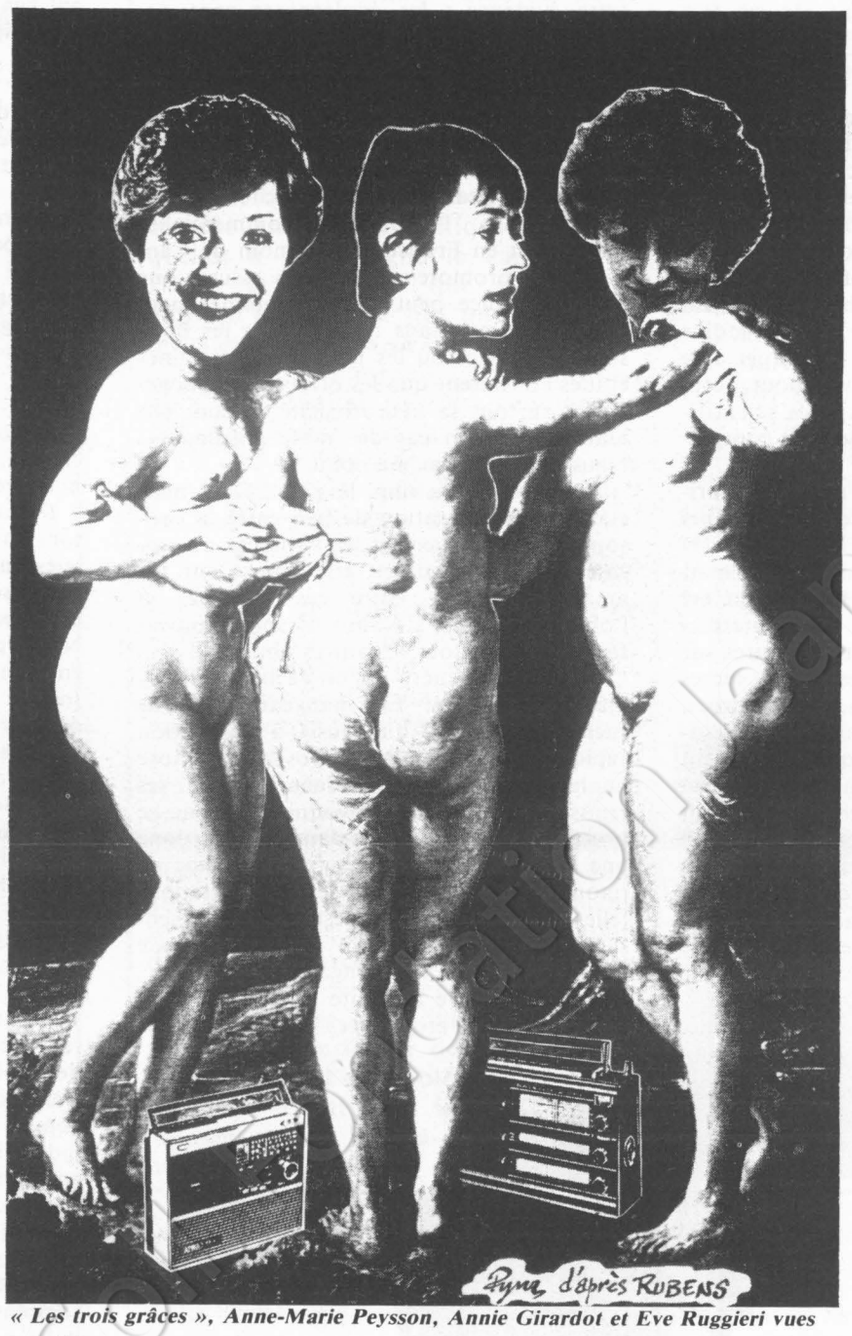
La femme étant l'avenir de l'homme, comme dit le poète, je m'étais pourtant promis de beaux rêves. J'ai essayé. J'ai plongé : un jour Eve Ruggieri sur Inter, un autre Marie Peysson sur R.t.l.,un troisième Annie Girardot sur Europe 1. Plutôt bien disposé, plutôt ravi à l'idée de me laisser bercer. J'ai bien calé mes oreilles. J'ai dégusté ces dames.

Eve, d'abord. Prénom paradisiaque. Talent de « raconteuse ». Alors, pourquoi ai-je décroché ? Plutôt : quand ? — Quand elle s'est mise à donner dans le salon de thé et le café du commerce. Dans le genre : « Dites-moi, Pierre, comment vivez-vous cette liaison cachée ? Et si votre femme l'apprenait ? » J'ai failli téléphoner à Ménie Grégoire pour lui expliquer le cas d'Eve Ruggieri.

Anne-Marie, ensuite. L'ancienne adorable faire-valoir de Guy Lux. Elle papote, maintenant. Et sur des sujets sérieux : histoire, science et tutti-quanti. Du reader-digest radiophonique. Gentil. Léger. Très, très léger. Comme si Mireille Mathieu causait pédiatrie avec le professeur Minkowsky. Comme si Alain Mimoun parlait de l'Agérie de grand-papa avec Marie Cardinal. Insupportable. Des boules Quiès, vite !

Annie, enfin . Sa voix gouailleuse ou prenante, toujours distanciée. Sa voix que j'aime. Annie que j'aime. Racontant des histoires à la Bellemare. Au secours ! Dans quel guêpier t'es-tu mise, ma belle Girardot ? Je ne t'en veux pas. Mais, quand même, tu devrais décrocher avant qu'on te foute dehors. D'accord tu fais pleurer. Mais à quoi ça sert ? Je retourne voir « Rocco et ses frères » à la prochaine occasion : là j'aime les larmes que je te dois.

Il y a quinze jours, « les Nouvelles littéraires » parlaient des « trois grâces radiophoniques » : Eve, Anne-Marie et Annie. Je parlerai plutôt des trois coups de grâce. Je fais toujours des cauchemars éveillés. Les radios libres, c'est pour quand ?



« Les trois grâces », Anne-Marie Peysson, Annie Girardot et Eve Ruggieri vues par Pym.

JEUNES BOBINES

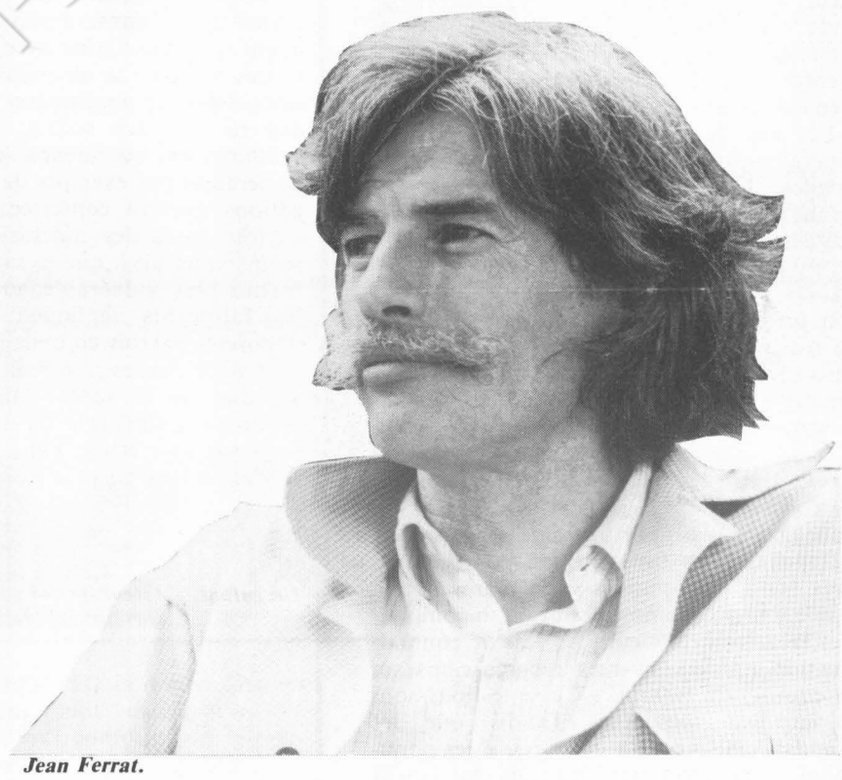
Le cinéma français est en crise. On l'a bien vu lors des récentes Journées cinématographiques d'Orléans : vingt-cinq films montrés en 1977, seulement huit en 1980. Faut-il désespérer ? Ceux qui sont condamnés à la marginalité et à la pauvreté vont-ils s'en sortir ? Une seule réponse, très concrète : ceux qui font recettes aujourd'hui à Paris et en province, François Truffaut avec « le Dernier Métro » et Jean-Luc Godard avec « Sauve qui peut (la vie) », étaient de véritables marginaux il y a moins de vingt ans. Alors, pourquoi les « oubliés » d'aujourd'hui ne seraient-ils pas des « élus » un jour ? Et s'agit-il seulement d'une crise spécifiquement française ? Les « jeunes » cinéastes étrangers sont-ils mieux lotis ?

Qui connaît vraiment les films du Jamaïcain Bafaloukous, du Hongrois Kovacs, du Philippin Brocka, de la Suissesse Elizabeth Gujer, du Brésilien Bodanzki ? Ils ne sont pas plus prophètes en leur pays que Jacques Davila, Jean Schmidt et Paul Vecchiali en France. Et c'est tout à l'honneur des organisateurs des Cinquièmes Journées cinématographiques de Bandol de les présenter au public français du 7 au 12 novembre.

Tout comme il est courageux et important d'organiser à Grenoble et dans l'Isère, du 4 au 16 novembre, un Festival du cinéma français. Des courts et des longs métrages sont à l'affiche. Des œuvres sont à découvrir. Les noms de leurs auteurs avec : Alain Fraud, Martial Barrault, Pierre Jouvet, Laurent Hua, René Prédal, Anne Quesemand, Eric Deneuville, Christian Barthe, Bernard Bauer, Alain Massoneau, Claude Schwartz, Renaud Victor, Renaud Terrier, Lionel Soukaz, Jean-Louis Cros, Rose Lowder, Sarah Maldoror, Michel Marie, Philippe Durand, Jacky Yonnet, etc. Les Godard et les Truffaut de demain sont dans cette liste. En pleine crise, il est bon que l'on sache déjà que ces gens-là existent.

FERRAT EN INTEGRAL

« Une sorte de bilan, de face à face avec moi-même, avec les autres, avec le temps. » C'est en ces termes que Jean Ferrat présente le réenregistrement de cent treize chansons, qu'il vient de terminer. Deux ans de travail en studio. Vingt ans de métier. Un titre global : « Ferrat aujourd'hui ». Une somme de treize 33 tours (Disques Temey 598 001 à 013, distribution Disc'Az-Discodis). « Angoisse et plaisir mélés, ajoute Ferrat, je vous les donne à écouter. A vous de dire si j'ai bien fait. »



Jean Ferrat.

Tu as bien fait, Jean. Parce que, depuis que tu t'étais arrêté de faire de la scène, il y a déjà sept ou huit ans, tes nouvelles étaient rares. Tu nous manquais. Alors, ton anthologie personnelle est une agréable compensation : pas un simple petit bonjour en passant ; plutôt un long salut, une longue lettre à lire et à relire. Un vrai cadeau : une machine à remonter le temps.

Rappelons-nous ...1961 : « Ma môme ». 1962 : « Eh ! l'amour ! » 1963 : « Nuit et Brouillard ». 1964 : « la Montagne » et « Que serais-je sans toi ? ». 1965 : « C'est toujours la première fois » et « Raconte-moi la mer ». 1966 : « Heureux celui qui meurt d'aimer ». 1967 : « Ce qu'on est bien mon amour » et « Au point du jour ». 1968 : « la Matinée ». 1970 : « Sacré Félicien ». 1971 : « la Commune ». 1972 : « Picasso-Colombe ». 1974 : « la Femme est l'avenir de l'homme ». Tous ces airs dans nos têtes. Tous ces chants d'amour. Sacré Jeannot ! Tu nous as fait un beau brin d'accompagnement. Bien peu peuvent en dire autant. En cela, tu rejoins les Trénet, les Brassens, les Ferré et autres Brel : tu dures, tu resteras.

Oui, tu as bien fait de tout réenregistrer. Tes vieilles cires commençaient à gratter sérieusement sur nos modernes chaînes hi-fi. Pour certaines, de plus, elles devenaient introuvables. Et puis, la prise de son a quand même sacrément progressé depuis tes débuts : un dépoussiérage s'imposait. Quant à certains de tes arrangements d'origine, ils finissaient par se faire pesants : tu as viré cette Chantilly musicale, je me sens plus léger. Je ne dois pas être le seul.

Tu as bien fait. Et j'en connais plus d'un qui devrait suivre ton exemple. Suit mon regard qui veut.

ALLENDE A CALAIS

On parle trop peu du Chili. Je veux dire : on en parle moins qu'avant. Comme si nous nous étions habitués. Comme si le fascisme était devenu « normal » et supportable. Le silence actuel du peuple chilien, lui, ne signifie rien d'autre que peur ou prudence. Il ne signifie pas soumission. Dans l'ombre, dans le risque et le courage, la résistance continue. Leur silence, d'accord : c'est la condition de leur survie. Mais le nôtre ?

Pour déchirer l'indifférence ambiante, une manifestation : la présentation à Calais, à la Maison pour tous, du Musée international Salvador Allende. C'est la réponse des artistes plasticiens au coup d'Etat de Pinochet. C'est la continuation du Musée de la solidarité : en 1972 et 1973, des artistes du monde entier envoyèrent des œuvres au Chili de l'Unité populaire pour lui manifester son soutien. Ce musée-là fut pillé par les fascistes comme le fut la maison de Pablo Neruda à Isla Negra. Le musée Allende a pris dans l'exil le relais du Musée de la solidarité. Un jour, il retournera au Chili. Comme « Guernica » de Picasso est revenue en Espagne avec le retour à la démocratie. Les œuvres qui rentreront à Santiago sont signées par des dizaines d'artistes : Adami, Arroyo, Balmes, Calder, César, Cueco, Erro, Fanti, Froman-ger, Hadju, Kijno,Krasno, Monory, Picart le Doux, Pichette, Pignon, Pignon-Ernest, Soto, Soulages, Tal-Coat, Titus-Carmel, Szenes, Vieira da Silva, etc. Et les Miró qui trônent dans la salle à manger d'un colonel assassin les rejoindront.

DES POINTES POUR STRAVINSKI

Le dix-huitième Festival international de danse de Paris a débuté le 10 septembre dernier. Il s'achèvera le 30 novembre prochain. Il nous a déjà valu des soirées du New York City Ballet et de la Twyla Dance Foundation. Il nous propose, au Théâtre des Champs-Elysées, du 18 au 30 novembre, un « Hommage à Igor Stravinski » par le Ballet de l'Opéra de Paris. Au programme, deux chorégraphies de Maurice Béjart : « le Sacre du printemps » et « l'Oiseau de feu », Et une création mondiale, signée par Douglas Dunn : « Pulcinella ». Deux grandes étoiles dans la troupe : Ghislaine Thesmar et Cyril Atanasoff.

Avant Béjart, Stravinski et compagnie, du 3 au 15 novembre, les New-Yorkais de la Bowger and Bruggeman Dance Company évoluent sur des musiques de Brahms, Gounod, Mozart, Puccini, Rachmaninov, et Scott Joplin. Un ballet très populaire qui donne souvent des fêtes dans les rues et sur les places.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325